

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Environnement et Aménagement du Territoire

[C – 2021/34207]

30 NOVEMBRE 2021. — Arrêté ministériel relatif à l'entrée en vigueur des articles 30 et 31, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 mai 2021, portant exécution de diverses dispositions de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 portant exécution du titre XVI du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 mai 2021 portant exécution de diverses dispositions de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 portant exécution du titre XVI du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement, en ce qui concerne le contrôle du respect de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, l'article 44, alinéa 1^{er}.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

Le guichet électronique captage d'eau, fixé aux articles 30 et 31, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 mai 2021, est pleinement opérationnel.

LA MINISTRE FLAMANDE DE LA JUSTICE ET DU MAINTIEN, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ÉNERGIE ET DU TOURISME ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les articles 30 et 31, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 mai 2021 portant exécution de diverses dispositions de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 portant exécution du titre XVI du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 2. Le présent arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 novembre 2021.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/22646]

2 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2021 relatif à une aide de relance aux entreprises encore fortement impactées des secteurs des discothèques, des restaurants et cafés et de certains de leurs fournisseurs, de l'événementiel, de la culture, du tourisme, du sport et du transport des voyageurs

Le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 28 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles du 19 octobre 2021 relatif à une aide de relance aux entreprises encore fortement impactées des secteurs des discothèques, des restaurants et cafés et de certains de leurs fournisseurs, de l'événementiel, de la culture, du tourisme, du sport et du transport des voyageurs;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} décembre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la crise sanitaire du COVID-19 a des conséquences économiques considérables pour beaucoup d'entreprises;

Qu'il semble exister un retard et généralisé dans le dépôt et la publication des comptes annuels à la Banque Nationale de Belgique;

Que, le Gouvernement désire donner un effet utile à la prime mise en place par l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2021;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/22646]

2 DECEMBER 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2021 betreffende herstelsteun aan de nog zwaar getroffen ondernemingen van de sectoren van de discotheken, de restaurants en cafés en sommige van hun leveranciers, de evenementen, de cultuur, het toerisme, de sport en het personenvervoer

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 28 en 30;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2021 betreffende herstelsteun aan de nog zwaar getroffen ondernemingen van de sectoren van de discotheken, de restaurants en cafés en sommige van hun leveranciers, de evenementen, de cultuur, het toerisme, de sport en het personenvervoer;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkentest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 december 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de gezondheids crisis COVID-19 voor veel bedrijven aanzienlijke economische gevolgen heeft;

Dat er een algemene vertraging lijkt te zijn bij de neerlegging en publicatie van jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België;

Dat de Regering een nuttige uitwerking wenst te geven aan de premie ingevoerd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2021;

Qu'à cette fin, le présent arrêté entend permettre à BEE de tenir compte de comptes annuels publiés après l'entrée en vigueur de l'arrêté du 19 octobre 2021 mais avant le délai imparti à BEE pour réceptionner les demandes d'aide;

Qu'il convient de permettre aux bénéficiaires qui n'avaient pas publié leurs comptes annuels dans le délai initialement imparti par l'arrêté du 19 octobre 2021 de bénéficier d'un délai complémentaire pour introduire une demande s'ils ne l'avaient pas encore introduite;

Que les discothèques font à nouveau l'objet de mesures de fermeture et ont donc un besoin urgent de soutien;

Que ces modifications sont urgentes afin de pouvoir octroyer les aides en 2021 et ainsi ne pas causer un préjudice supplémentaire aux entreprises concernées;

Qu'il convient également de faire rétroagir le présent arrêté de manière à éviter que les bénéficiaires qui ont déjà introduit leur demande avant l'adoption du présent arrêté ne soient pénalisés;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2021 relatif à une aide de relance aux entreprises encore fortement impactées des secteurs des discothèques, des restaurants et cafés et de certains de leurs fournisseurs, de l'événementiel, de la culture, du tourisme, du sport et du transport des voyageurs, les mots « à la date d'introduction de la demande d'aide » sont remplacés par les mots « au 25 novembre 2021 ».

Art. 2. Dans l'article 11, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le tableau est remplacé par ce qui suit :

Nombre d'équivalents temps-plein	Perte de chiffre d'affaires de 40 % ou plus et de moins de 60 %	Perte de chiffre d'affaires de 60 % ou plus et de moins de 80 %	Perte de chiffre d'affaires de 80 % ou plus	Aantal voltijds-equivalenten	Omzetverlies van 40% of meer en minder dan 60%	Omzetverlies van 60% of meer en minder dan 80%	Omzetverlies van 80% of meer
Moins de 0,5	€ 21.000,00	€ 33.000,00	€ 39.000,00	Minder dan 0,5	€ 21.000,00	€ 33.000,00	€ 39.000,00
De 0,5 à moins de 10	€ 27.000,00	€ 45.000,00	€ 51.000,00	Van 0,5 tot minder dan 10	€ 27.000,00	€ 45.000,00	€ 51.000,00
De 10 à moins de 20	€ 33.000,00	€ 51.000,00	€ 60.000,00	Van 10 tot minder dan 20	€ 33.000,00	€ 51.000,00	€ 60.000,00
20 ou plus	€ 39.000,00	€ 75.000,00	€ 81.000,00	20 of meer	€ 39.000,00	€ 75.000,00	€ 81.000,00

2^o au § 2, dans la phrase liminaire, le chiffre « 3.000 » est remplacé par le chiffre « 9.000 ».

Art. 3. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Par dérogation à l'alinéa 4, pour les bénéficiaires qui n'ont pas introduit de demande au 25 novembre 2021 et dont le dépôt des comptes annuels à la Banque Nationale de Belgique est postérieur au 25 octobre 2021, BEE réceptionne la demande d'aide au plus tard le 15 décembre 2021. »;

2^o au dernier alinéa, la phrase « Pour les demandes introduites en vertu de l'alinéa 5, ce délai est de cinq jours. » est ajoutée entre la deuxième et la troisième phrase.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 25 octobre 2021.

Art. 5. Le ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 décembre 2021.

Pour le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale
chargé de l'Économie,
A. MARON

Dat dit besluit daartoe BEE de mogelijkheid wil bieden rekening te houden met jaarrekeningen die na de inwerkingtreding van het besluit van 19 oktober 2021, maar vóór de uiterste datum voor BEE om steunaanvragen in ontvangst te nemen, zijn bekendgemaakt;

Dat het nodig is om begunstigden die hun jaarrekening niet binnen de oorspronkelijk bij het besluit van 19 oktober 2021 vastgestelde termijn hadden bekendgemaakt, in aanmerking te laten komen voor een extra termijn om een aanvraag in te dienen indien zij deze nog niet hadden ingediend;

Dat de discotheken opnieuw onderworpen zijn aan sluitingsmaatregelen en dus dringend nood hebben aan steun;

Dat deze wijzigingen hoogdringend zijn om de steun nog in 2021 te kunnen toekennen en zo geen verdere schade te berokkenen aan de betrokken ondernemingen;

Dat het ook nodig is aan dit besluit terugwerkende kracht te verlenen om te voorkomen dat begunstigden die hun aanvraag reeds vóór de vaststelling van dit besluit hebben ingediend, worden benadeeld;

Op voorstel van de Minister van Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, 4^o, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2021 betreffende herstelsteun aan de nog zwaar getroffen ondernemingen van de sectoren van de discotheken, de restaurants en cafés en sommige van hun leveranciers, de evenementen, de cultuur, het toerisme, de sport en het personenvervoer worden de woorden "de datum van de indiening van de steunaanvraag" vervangen door de woorden "25 november 2021".

Art. 2. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in § 1, eerste lid, wordt de tabel vervangen als volgt:

2^o in § 2, in de inleidende zin, wordt het getal "3.000" vervangen door het getal "9.000".

Art. 3. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o er wordt tussen het vierde en het vijfde lid een lid ingevoegd, luidende:

"In afwijking van het vierde lid, voor de begunstigden die nog geen aanvraag hebben ingediend op 25 november 2021 en waarvan de neerlegging van de jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België na 25 oktober 2021 is gebeurd, ontvangt BEW de steunaanvraag ten laatste op 15 december 2021.";

2^o in het laatste lid wordt de zin "Voor de aanvragen ingediend krachtens het vijfde lid, bedraagt die termijn vijf dagen." ingevoegd tussen de tweede en derde zin.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 oktober 2021.

Art. 5. De minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 december 2021.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Economie,
A. MARON